

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 09/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SANOFI PASTEUR MARCY

Campus Mérieux
1541 Avenue Marcel MERIEUX
69280 Marcy-l'Étoile

Références : UDR-CRT-24-047-CC
Code AIOT : 0006103644

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement SANOFI PASTEUR MARCY implanté Campus Mérieux 1541, avenue Marcel MERIEUX 69280 Marcy-l'Étoile. L'inspection a été annoncée le 13/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport, a pour objet, de vérifier que l'exploitant a bien mis en conformité ses stockages en réservoirs fixes d'éthanol du V12, avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008, en ce qui concerne leur équipement d'un système d'extinction automatique d'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI PASTEUR MARCY
- Campus Mérieux 1541, avenue Marcel MERIEUX 69280 Marcy-l'Étoile
- Code AIOT : 0006103644
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement SANOFI PASTEUR de Marcy l'Etoile est autorisé par l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2008 modifié. Il est un pôle global d'expertise scientifique et industrielle du groupe SANOFI PASTEUR, il comporte un pôle de recherche et de développement (1er site R&D mondial du groupe et pôle d'excellence européen pour les projets de nouveaux vaccins) et un pôle de fabrication de vaccins.

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Stockages LI :Systèmes de détection et d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe 1, 4.3.2, B suivant les conditions de l'annexe IV	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Stockages LI : Emulseurs	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe 1, 4.3.2, B suivant les conditions de l'annexe IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est désormais conforme aux exigences de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 applicable aux stockages de liquides inflammables soumis à déclaration, en ce qui concerne leur équipement d'un système d'extinction automatique d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockages LI :Systèmes de détection et d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe 1, 4.3.2, B suivant les conditions de l'annexe IV
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages LI :Systèmes de détection et d'extinction automatique d'incendie
Prescription contrôlée : Les stockages aériens de liquides inflammables de catégorie B sont également équipés : -d'un système de détection automatique d'incendie approprié au produit ; -d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté au risque à couvrir. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. »
Constats : Par courrier du 28 avril 2023, l'exploitant a informé l'inspection, que les travaux de réalisation d'un dispositif d'extinction automatique des réservoirs fixes d'éthanol, devaient être effectués courant novembre 2023. Afin de tenir compte des aléas inhérents à ce type de travaux, l'exploitant s'est engagé à le mettre en service, d'ici le 31 janvier 2024. L'exploitant a indiqué au cours de la visite d'inspection, que le dispositif d'extinction automatique a été mis en service le 22 novembre 2023. Sa réalisation n'a pas nécessité l'ajout de réserves en eaux d'extinction, ni d'augmenter le débit d'eau du simple système d'arrosage préexistant. Il a nécessité la mise en place d'un réseau sous air, équipé de 4 têtes thermofusibles au sommet de chacun des réservoirs, de 18 têtes dans la cuvette de rétention et d'un système d'injection d'émulseur (Firedos) dans le réseau d'eau d'extinction. En cas d'incendie entraînant la fusion d'une tête thermofusible, l'eau d'extinction additivée d'émulseur, est envoyée dans le réseau d'extinction automatique. Une alarme est alors envoyée au PC sécurité, qui dispose en permanence d'un gardien. En cas de déclenchement du dispositif, la phase d'extinction est directement engagée, sans passer par une phase préalable de temporisation. L'autonomie du dispositif est de 20 minutes. Le dispositif fait l'objet d'un contrôle hebdomadaire, consistant à vérifier la bonne position des vannes et au démarrage de la motopompe. L'exploitant a transmis à l'inspection, une proposition commerciale relative à la maintenance et à l'entretien des différents systèmes d'extinction incendie de l'établissement de Marcy l'Etoile, parmi lesquels figure le système d'extinction automatique des réservoirs fixes d'éthanol du V12. L'inspection constate, d'une part, que ce contrat ne concerne pas les vérifications quotidiennes (Position et cadencement des vannes) exigées par le « MANUEL D'UTILISATION 493-MU 22 indice 1 » et que, d'autre part, la proposition commerciale transmise à l'inspection n'est pas signée pour acceptation par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre à l'inspection, copie de la proposition commerciale relative à la maintenance et à l'entretien du système d'extinction automatique d'incendie des réservoirs fixes d'éthanol du V12 signée pour acceptation. Préciser les dispositions prévues afin d'effectuer les vérifications quotidiennes du système d'extinction automatique d'incendie des réservoirs fixes d'éthanol du V12.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Stockages LI : Émulseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe 1, 4.3.2, B suivant les conditions de l'annexe IV
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages LI : Émulseurs
Prescription contrôlée : Les stockages aériens de liquides inflammables de catégorie B sont également équipés : -d'un système de détection automatique d'incendie approprié au produit ; -d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté au risque à couvrir. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. »
Constats : Suite à sa précédente visite de l'établissement du 12 janvier 2023, l'inspection avait demandé à l'exploitant, de dresser la liste des émulseurs dont il dispose sur site et de vérifier leur conformité (fabriqués il y a moins de 10 ans, ou ayant fait l'objet d'une analyse). Cet état des lieux mis à jour lors de la présente visite d'inspection est le suivant : <ul style="list-style-type: none">• 6 Fûts de 200l bâtiment U8 : Analyse conforme en 2023 ;• Remorque mousse 200l bâtiment A4 : Analyse conforme en 2023 ;• Cuve FPT 100l bâtiment A4 : Remplacement effectué en août 2023 ;• 6 bidons 20l bâtiment U8 : Achat 2015, valide jusqu'en novembre 2025 ;• Cuve 4500l SPK bâtiment U8 : Analyse conforme en 2023 ;• FIREDOS 2000L Stockage Ethanol V12 : Achat en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite